

Groupe Ebra : NON au passage en force estival !

Actionnaire unique du groupe Ebra depuis 2010, le Crédit Mutuel cautionnera-t-il le lancement d'un plan social d'envergure pour son groupe de presse juste avant l'été ? Au risque de rendre impossible toute négociation loyale avec les représentants du personnel ? C'est pourtant la seule information qui est ressortie de la tournée de la présidente du groupe Ebra, Sophie Gourmelen, dans l'ensemble des journaux, pile pendant les vacances scolaires.

Le « plan de transformation », ressorti des cartons de son prédécesseur Philippe Carli, ne sera pas présenté dans les instances avant la mi-juin, dans le meilleur des cas. Plan que les élus rejettent d'ores et déjà.

Nous, délégués syndicaux et membres des CSE de tous les titres (*), refusons ce calendrier déplorable, une manœuvre claire d'évitement du dialogue social, que seuls les patrons les plus cyniques osent imaginer. Notre actionnaire, la banque mutualiste, qui vante à longueur de pubs sa différence, et dont la raison d'être est « Ensemble, écouter et agir » oublierait-elle d'appliquer ses principes à ses titres de presse ? Le Crédit Mutuel compte-t-il laisser faire l'exécutif d'Ebra sans filet et sans respect pour les salariés, qui méritent plus de considération ?

Nous, délégués syndicaux et membres des CSE de tous les titres, dénonçons cette inertie qui pèse lourdement sur la santé mentale des salariés. Depuis 18 mois, ces derniers sont dans l'incertitude la plus totale sur leur avenir et celui de leur entreprise. Une épée de Damoclès qui entraîne stress et angoisse. Ces 18 mois perdus n'ont pas permis à nos dirigeants de finaliser le projet. Et ils oseraient demander aux représentants du personnel de le négocier en deux mois en plein été ? Quel mépris pour les salariés et leurs représentants !

Pendant ce temps, le groupe paie généreusement le cabinet de conseil Georges pour pondre une étude lecteurs complètement creuse, cette même entreprise travaillant actuellement sur la refonte des Unes et des dossiers d'information générale des journaux du groupe. Huit ans après le plan dit "Digital first", cette énième "nouvelle formule" ne doit pas servir à affaiblir encore le print, qui représente toujours plus de 90% des recettes liées à la diffusion dans l'ensemble des titres.

Seule certitude, ce « plan de transformation », plus précisément de réduction des coûts et de la masse salariale, annonce un coup de rabot sur les effectifs, notamment des rédactions, en plus de la "rationalisation" annoncée des imprimeries, avec les aides de l'Etat. Déterminés à défendre l'emploi, les métiers, la pérennité de nos titres et de nos sites de production, nos conditions de travail et une certaine idée de l'information locale de proximité, nous aurons besoin de la **MOBILISATION** de toutes et tous, dans les prochaines semaines, pour engager le rapport de forces, et faire en sorte que ce projet ne se résume pas à un plan de casse sociale.

Lundi 27 avril 2026

(*) Les Dernières Nouvelles d'Alsace, L'Alsace, L'Est Républicain, Vosges-Matin, Le Républicain Lorrain, Le Progrès, Le Journal de Saône-et-Loire, le Bien Public, Le Dauphiné Libéré, Vaucluse Matin.